

# « Le texte du gouvernement suscite un puissant rejet »

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, se dit à nouveau opposé au report à 64 ans de l'âge légal de la retraite

## ENTRETIEN

**L**aurent Berger, secrétaire général de la CFDT, appelle le gouvernement à « écouter » les revendications des manifestants contre la réforme des retraites, avant la deuxième mobilisation intersyndicale, mardi 31 janvier. À ses yeux, « il faut encore une ou deux démonstrations de force » dans la rue pour que l'exécutif soit contraint de revoir son projet de loi.

**Selon les sondages, l'opinion est de plus en plus défavorable à la réforme des retraites. Est-ce une première victoire ?**

C'est la démonstration qu'on a réussi à poser le débat et à mettre la lumière sur l'injustice de cette réforme, parce qu'on a su se mobiliser. La population est très défavorable au projet, et cet avis tend à prendre de l'ampleur. Le gouvernement doit y réfléchir. L'opinion constitue un élément du rapport de force, et une de nos responsabilités est de la convaincre de la brutalité de cette réforme.

**Y voyez-vous le reflet d'une première journée de mobilisation réussie, le 19 janvier ?**

J'y vois deux choses. Il y a l'unité syndicale et le fait qu'une organisation comme la CFDT, qui a toujours pris ses responsabilités sur les retraites, qui ne dit pas qu'il n'y a pas de déséquilibre financier, soit dedans.

Deuxième élément : la mobilisation du 19 janvier a été exceptionnelle par le nombre mais très impressionnante, aussi, par sa géographie et par sa sociologie, avec des gros cortèges dans des villes moyennes. Il y avait les secteurs qu'on arrive toujours à mettre en mouvement, ainsi que d'autres qu'on mobilise très peu d'habitude. Et ça s'est fait dans le calme.

**Le fait que certaines fédérations, notamment du côté de la CGT, poussent à des initiatives qui s'intercalent entre deux journées nationales d'action peut-il être source de difficultés pour l'intersyndicale ?**

À la CFDT, on pense d'abord qu'il faut garder l'opinion et que le niveau d'efficacité syndicale ne se mesure pas au niveau d'emmerdements concrets pour les citoyens.

Mais, une fois dit ça, l'intersyndicale a deux forces. La première, c'est d'être d'accord ensemble sur une revendication : le retrait des 64 ans. Et on n'essaie pas de se convaincre sur d'autres positions qu'on peut avoir sur les retraites, qui sont divergentes. La deuxième, c'est qu'on décide ensemble ce qu'on fait ensemble. La date du 19 janvier a été fixée d'un commun accord, et on se retrouvera le 31 pour décider ce qu'on fera après. Entretemps, bien évidemment, chacun joue sa partition, et tout le monde n'est pas obligé de la partager. Et, depuis la journée du 19, vous n'entendez aucun commentaire suggérant que le mouvement s'essouffle.

**Redoutez-vous que l'opinion publique se retourne en cas de**

**durcissement de la mobilisation, avec des blocages ?**

Oui, bien sûr, et c'est même un cadeau qu'il ne faudrait pas faire au gouvernement. Que constatent les citoyens aujourd'hui ? Qu'on a des arguments pour dire que cette réforme est injuste et qu'on les explique. Et qu'on arrive à des mobilisations d'ampleur comme le 19 janvier. C'est ça qui fait notre force. Après, évidemment, il faut que le gouvernement l'écoute, que le Parlement se préoccupe de ce qui se passe partout. S'il ne le faisait pas, ce serait une faute.

**Craignez-vous de revivre ce qu'il s'est passé en 2010, avec des journées de mobilisation espacées dans le temps qui n'ont pas pu empêcher la réforme des retraites ?**

On ne peut pas, à la fois, chercher l'adhésion la plus large de l'opinion et vouloir organiser une manifestation le mardi, suivie d'une autre le jeudi. Cela ne marche pas, car de nombreux travailleurs ne peuvent pas tenir sur un rythme aussi intense. Nous verrons dans les semaines à venir s'il faut changer de méthode.

**Espérez-vous que le texte évolue au Parlement ?**

Un vent que la mesure d'âge à 64 ans tombe. Sur les autres votes, on porte des propositions en matière d'emploi des seniors, de pénibilité avec la réintégration de facteurs de risques dans le compte professionnel de prévention. On dialogue beaucoup avec les parlementaires ces temps-ci, sauf ceux du Rassemblement national (RN). Ça fait partie de notre travail syndical.

**L'enjeu est-il de peser sur les députés désormais ?**

Bien sûr. Notre volonté est de mobiliser largement pour que l'on appuie sur l'Assemblée nationale et sur le Sénat. La journée du 31 janvier s'inscrit dans cette optique. Nos équipes travaillent aussi dans ce sens en allant voir les députés dans leurs permanences. C'est un travail démocratique. L'invite le Parlement et le gouvernement à se poser cette question : ne faut-il pas reposer le dossier, sachant qu'il y avait un vice dès le départ ? Ce serait une forme de maturité démocratique, qui nous épargnerait un affrontement.

**Le gouvernement peut-il l'entendre ?**

Je crois qu'il lui faut encore une ou deux démonstrations de force pour qu'il prenne conscience du puissant rejet que son texte suscite. Celui-ci ne peut pas passer sans qu'il ait un vote sur la mesure-phare. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il ne faut pas

**« VIVRE SEREINEMENT LA QUESTION SOCIALE DANS LES ANNÉES À VENIR SERA COMPLIQUÉ SI PERSONNE N'EST ÉCOUTÉ »**



Au siège de la CFDT, à Paris, vendredi 27 janvier. MICHAËL ZUMSTEIN/AGENCE WU POUR « LE MONDE »

d'obstruction lors des débats à l'Assemblée nationale.

**Selon le gouvernement, la réforme est nécessaire car le système de retraite est en danger. Trouvez-vous qu'il dramatise ?**

On voit bien ces derniers temps que les éléments de langage sont centrés sur l'idée qu'il faut sauver le système par répartition. C'était une réalité en 2003, en 2010, en 2014. Ce n'en est plus une aujourd'hui.

L'autre argument consiste à souligner que, il y a quarante ans, il y avait un retraité pour quatre actifs et, aujourd'hui, c'est un retraité pour 1,8 actif. Mais qu'est-ce qu'on a fait depuis quarante ans ? Il n'y a pas eu de réforme en 1993, en 2003, en 2010, en 2014 ? Il faut arrêter de manipuler les gens. On a agi. Là, il n'y a rien qui justifie un report de l'âge légal.

**Que pensez-vous de la position du patronat sur l'emploi des seniors ?**

Il doit être satisfait de n'avoir d'autre contrainte que la publication d'un index. Pour le coup, c'est une sanction financière qui est nécessaire. Parce que la vraie clé de l'équilibre du système de retraites, c'est l'emploi des seniors. Si on améliore le taux d'emploi de cette catégorie d'âge de dix points, le système cesse d'être déficitaire.

**Si le texte est définitivement adopté, que ferez-vous ?**

Nous verrons. La CFDT respectera les règles démocratiques de notre pays. Mais si le texte passait tel quel, sans aucune flexion, avec la mobilisation que l'on connaît, ce serait dangereux pour la suite.

**Pourquoi ?**

Parce que ça entretiendrait dans le monde du travail un vrai ressentiment, qui resurgirait d'une manière ou d'une autre. Il pèserait sur la capacité collective d'accepter les transformations de notre modèle productif, liées à la transition écologique.

On a besoin de resserrer les liens, de redonner de bonnes conditions d'exercice des métiers, par exemple dans le monde de la santé, qui traverse une crise profonde : ça ne peut pas se faire sur un terreau de ressentiment. Au vu des besoins qui s'expriment dans certains services publics, comme l'éducation, vous ne pouvez pas réinsuffler de l'énergie si vous imposez aux agents de travailler plus longtemps. Vivre sereinement la question sociale dans les années à venir sera compliqué si personne n'est écouté.

Il faut regarder la géographie des mobilisations : le désaccord va loin dans le monde du travail. On n'a aucun intérêt à plonger des personnes dans l'idée qu'elles ne seront pas considérées. On n'a pas besoin de chaos démocratique.

**Craignez-vous que ce ressentiment trouve un débouché dans les urnes ?**

Oui, il y a un risque de traduction électorale qui serait néfaste pour la démocratie, avec de nouvelles victoires pour l'extrême droite. Nous sommes en train de vivre un exercice démocratique, à travers une mobilisation pacifique. Que le gouvernement en tienne compte ! La démocratie ne consiste pas à donner un chèque en blanc à celui qui a remporté le scrutin. Elle doit permettre au peuple, en certaines occasions, par la mobilisation de la société civile, d'exercer une op-

position et de remettre l'ouvrage sur le métier.

**Comment réagiriez-vous si l'extrême droite rejoignait le mouvement social ?**

D'abord, je tiens à préciser que notre mobilisation n'est pas politique. Je n'ai pas souhaité que les responsables de partis puissent intégrer le carré de tête de la manifestation pour venir nous sauver. La CFDT est dans un combat social, pas politique. Il faut que les organisations en gardent la pleine maîtrise, sans tentative de récupération. Le jour où nous donne-

rons le sentiment que nous sommes dans une lutte politique qui mélange tout, nous aurons perdu le soutien de l'opinion. S'agissant du RN, je ne souhaite pas qu'il ait des élus de cette formation dans les cortèges. L'extrême droite se fiche de la lutte engagée sur les retraites. Elle poursuit d'autres objectifs : la prise du pouvoir et la mainmise de ses idées sur la société. Nous la combattons, y compris dans notre contestation de la réforme des retraites. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND BISSUEL ET THIBAUD MÉTAIS

CHRISTINE LAURET / MONDO

# LUMINEUX

LE MONDE

## UNE FABLE ADMIRABLE

LIBÉRATION

QUINTÉNONE  
PEUX-ÇA-CO  
GERARDMER  
PIFF

# TOUT QUITTER POUR ENFIN VIVRE

THOMAS SALVADOR LOUISE BOURGOIN

# LA MONTAGNE

UN FILM DE THOMAS SALVADOR

AU CINÉMA LE 1<sup>ER</sup> FÉVRIER

CINE+ Le Monde infokruptibles BANDE APART. NOVA